

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

25 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 2095

présenté par

M. Peu, M. Wulfranc, M. Bruneel, Mme Bello, M. Brotherson, Mme Buffet, M. Chassaigne,  
M. Dharréville, M. Dufrègne, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq,  
M. Nilor, M. Fabien Roussel et M. Serville

-----

**ARTICLE 28**

Après l'alinéa 13, insérer les deux alinéas suivants :

« 2° *bis* Après l'article L. 421-1, il est inséré un article L. 421-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 421-1-1.* – Pour la constitution du capital des filiales mentionnées à l'article L. 421-1, aucun concours financier ne peut être issu des activités ne relevant pas du service d'intérêt général défini à l'article L. 411-2. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les Offices publics sont soumis à une comptabilité analytique de droit privé. Cet amendement, retiré en commission afin de laisser au gouvernement le temps d'en étudier le dispositif, a pour objectif de s'assurer que les fonds issus des activités de construction, d'amélioration et de gestion des logements locatifs sociaux ne puissent alimenter les filiales ne concourant pas à un service d'intérêt général. Il s'agit de séparer les comptabilités.